



## Proposition de session spéciale

**Au-delà du paiement à l'acte.**

**Nouveaux modes de financement et organisation des soins de santé à l'échelle territoriale**

### Organisateurs

Vincent SCHLEGEL, post-doctorant, Institut de recherche et de documentation en économie de la santé

Laboratoire : Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris – Cultures et Sociétés Urbaines (CRESPPA-CSU), Paris

Mail : [schlegel@irdes.fr](mailto:schlegel@irdes.fr)

Tonya TARTOUR, chercheuse, Institut Francilien Recherche Innovation Société, Paris

Laboratoire : Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société (Cermes3), Paris

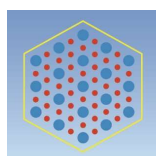
Mail : [tonya.tartour@sciencespo.fr](mailto:tonya.tartour@sciencespo.fr)

### Mots clés

Financement, soins de santé, territorialisation, action publique

### Courte description de la session spéciale proposée

Depuis plusieurs années, la territorialisation de l'offre de soins s'appuie sur l'introduction de nouveaux modes de financement. Si la mise en économie de la santé trouve ses racines dans l'Après-guerre, avec la création de la Sécurité sociale en 1945 (Palier, 2005), celle-ci s'est accélérée depuis les années 1980-1990 (Benamouzig, 2005). A la fin des années 1970, apparaît en effet l'impératif de limiter la croissance des dépenses de santé par le mécanisme de l'enveloppe globale fermée, renforcé en 1996 par la mise en place de l'Objectif national de dépenses de l'assurance maladie (ONDAM) (Pierru, 2011) et le pilotage de l'offre de soins repose désormais sur les Agences régionales de l'hospitalisation (ARH, qui préfigurent les Agences régionales de santé) nouvellement créées. En 2004, l'objectif de maîtrise de la hausse des dépenses, croisé à une recherche de gain d'efficacité (Benamouzig, 2005), s'inscrit dans un nouveau dispositif comptable pour financer l'hôpital public à partir de l'activité qu'elle produit : la Tarification à l'activité (T2A) (voir Juven, 2016). Parallèlement, de nombreuses réformes ont touché la médecine libérale depuis les années 2000. En particulier, l'introduction de nouveaux modes de rémunération (à la performance, à la capitation) se multiplient et se présentent comme des leviers pour organiser l'offre de soins primaires sur le territoire. Par exemple, les professionnels de santé libéraux exerçant en maison de santé pluriprofessionnels (MSP) peuvent bénéficier d'une rémunération collective dans l'optique de répondre aux besoins de santé d'une population sur un territoire donné (Bourgeois et Fournier, 2020;



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française



SciencesPo  
Rennes



arènes  
UMR 6051



Moyal, 2019). L'étude de ces différents dispositifs souligne les effets organisationnels de ces modalités d'allocation budgétaire. Ils partagent notamment la caractéristique d'être pensés et mis en œuvre à l'échelle territoriale (celle-ci pouvant varier). Cette session souhaite explorer et discuter le paradoxe apparent suivant : à l'époque où le financement de l'activité hospitalière semble s'approcher d'un fonctionnement de type "paiement à l'acte" des soins de ville avec la T2A, celui-ci est progressivement remis en question dans une série de lieux et auprès d'une pluralité de professionnels de soins, en favorisant des rémunérations collectives (et non plus uniquement individuelles) et le recours à des financements ponctuels fréquents (dans le cadre des appels à projets ou de la contractualisation). Ce projet de session part donc du postulat que le financement est un instrument majeur d'action publique (Lascoumes et Le Galès, 2004) susceptible d'éclairer les transformations de l'État (Bezes, Siné, 2011), dont l'une des caractéristiques contemporaines est de se déployer via des administrations territoriales renforcées (voir notamment le numéro de la RFSP dirigé par Borraz, Ruiz, 2020). L'appel à communication proposera aux auteurs d'explorer les différentes modalités contemporaines du financement des soins de santé en engageant la réflexion sur leurs effets organisationnels, professionnels et politiques. De manière non-exhaustive, les questions suivantes pourront guider la réflexion : comment ces nouveaux modes de financement participent-ils à construire des "parcours de soins" et plus généralement contribuent à organiser les relations entre la ville et l'hôpital ? ; Quelle place les "projets" occupent-ils dans ces transformations ? Quelle réception les professionnels de santé réservent-ils à ces expérimentations au niveau local ? ; Quelles sont les conditions d'évaluation, de répliquabilité, voire de pérennisation des innovations territoriales observées ?

## Références

Benamouzig, Daniel. *La santé au miroir de l'économie: une histoire de l'économie de la santé en France*. Sociologies. Paris : Presses Universitaires de France, 2005.

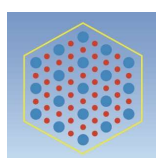
Bezes, Philippe, et Alexandre Siné, éd. *Gouverner par les finances publiques*. Académique. Paris : Presses de Sciences Po, 2011.

Borraz, Olivier, et Émilien Ruiz. « Saisir l'État par son administration pour une sociologie des rouages de l'action publique ». *Revue française de science politique* 70, no 1 (10 mars 2020): 7-20.

Bourgeois, Isabelle, et Cécile Fournier. « Contractualiser avec l'Assurance Maladie : un chantier parmi d'autres pour les équipes des maisons de santé pluriprofessionnelles ». *Revue française des affaires sociales*, no 1 (24 juin 2020) : 167-93.

Juven, Pierre-André. *Une santé qui compte ? Les coûts et les tarifs controversés de l'hôpital public. Partage du savoir*. Paris : Presses Universitaires de France, 2016.

Lascoumes, Pierre, et Patrick Le Galès, éd. *Gouverner par les instruments*. Académique. Paris : Presses de Sciences Po, 2004.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française

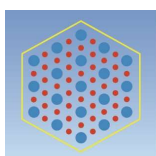




Moyal, Anne. « Rationalisation des pratiques professionnelles en maisons de santé pluriprofessionnelles. Le paradoxe d'un exercice libéral sous contraintes ». *Revue française de science politique* 69, no 5 (17 décembre 2019) : 821-43.

Palier, Bruno. *Gouverner la sécurité sociale* : les réformes du système français de protection sociale depuis 1945. Quadrige. Essais débats. Paris : Presses Universitaires de France, 2005.

Pierru, Frédéric. « Budgétiser l'assurance maladie. Heurs et malheurs d'un instrument de maîtrise des dépenses publiques : l'enveloppe globale (1976-2010) ». In *Gouverner par les finances publiques*, édité par Philippe Bezes et Alexandre Siné, 393-449. Académique. Paris: Presses de Sciences Po, 2011.



Association  
de Science Régionale  
de Langue Française

